



CONFÉRENCE MONDIALE OUVERTE CONTRE LA GUERRE ET L'EXPLOITATION ALGER 27-28-29 NOVEMBRE 2010

À l'appel de 463 premiers signataires de 54 pays

Pour la constitution d'un comité bas-rhinois de parrainage de la délégation turque.

L'Entente Internationale des Travailleurs et de Peuples organise une Conférence Mondiale Ouverte contre la Guerre et l'Exploitation à Alger les 27, 28 & 29 novembre 2010.

Elle réunira des délégués de plus de 50 pays. Le comité 67 du Parti Ouvrier Indépendant - membre de l'Entente Internationale - vous propose de contribuer au financement de la délégation de Turquie qu'il a décidé de parrainer. La délégation de Turquie à Alger comprendra :

■ Mehmet Ali Aybar, président du TIP entre les années 65 et 70. Il était en même temps membre du tribunal Russel jugeant et condamnant les actes de l'impérialisme américain au Vietnam. De 1975 jusqu'en 1980 (coup d'État militaire) il a poursuivi des activités syndicales au sein de la confédération DISK (Confédération Syndicale Ouvrière Progressiste).

Pendant les années 90 il a continué à militer dans le syndicat de l'alimentation membre de la DISK. En 1995 il est l'un des fondateurs du syndicat des retraités, dont il est actuellement l'un des

dirigeants. Il est en même temps l'un des fondateurs du Parti Unifié des Ouvriers de Turquie depuis 2006.

■ Nihat Can : Dirigeant du local d'Istanbul du syndicat du pétrole (Türk-İş) et membre du Parti Unifié des Ouvriers de Turquie. Ci-dessous quelques éléments d'information.

Le 12 septembre 2010, a eu lieu en Turquie un référendum portant sur des modifications des 26 articles de la Constitution. La participation s'est élevée à 76 %. 58 % des électeurs qui se sont exprimés ont voté oui et 42 % non. L'appel au boycott des élections du parti kurde BDP a été suivi en grande majorité dans les villes kurdes, avec de 50 % à 90 % d'abstentions.

Entretien avec Ozansu Sadi, dirigeant du Parti Unifié des Ouvriers de Turquie, signataire de l'appel à la Conférence ouvrière mondiale ouverte d'Alger

L'Union européenne et les États-Unis félicitent le gouvernement Erdogan

Quel était l'enjeu du référendum ?

Il s'agit d'une contre-réforme dictée par l'impérialisme américain et naturellement par l'Union européenne. Parmi les sujets de cette contre-réforme, il y avait l'interdiction du droit de grève pour les fonctionnaires et la soumission du pays aux intérêts des multinationales, principalement américaines, ouvrant la voie au démantèlement des entreprises stratégiques, qui restent publiques. Cette modification remet également en cause le rôle de la Cour constitutionnelle, de la Cour de cassation et du Conseil d'État, institutions civiles qui défendaient l'héritage kémaliste, nationaliste populaire.

Quelles étaient les forces partisans du oui et du non ?

Les forces partisans du oui, c'est le parti du chef du gouvernement, Erdogan, le Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste dit modéré), et le Parti islamiste de l'ancien chef du gouvernement, M. Erbakan, plus radical.

Le parti kémaliste républicain, le Parti républicain du

peuple (CHP), et le parti nationaliste de droite, le Parti d'action nationaliste (MHP), appelaient au vote non. Le BDP, parti kurde, a appelé au boycott des élections, pour, selon ses propos, négocier avec les partis majoritaires en tenant compte du fait que l'année prochaine se tiendront de nouvelles élections législatives et présidentielle. Notre parti, le Parti unifié des ouvriers de Turquie, qui participe aux activités de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, et organise une délégation pour la Conférence mondiale ouverte d'Alger, a fait campagne pour le non avec certains partis et groupes de gauche. Nous avons axé notre campagne sur la question de la rupture avec l'Union européenne et l'impérialisme américain.

Quelle campagne ton parti a-t-il menée ?

Mon parti a mené une campagne pour le non : non à la nouvelle Constitution, mais oui à une Assemblée constituante souveraine. Ce qui nous différencie des positions des partis bourgeois qui disent non, mais qui veulent prendre place dans l'Union européenne.

En Turquie comme pour beaucoup de pays un billet d'avion représente souvent des années de salaire.

Je participe au financement du voyage à la Conférence Mondiale Ouverte des militants de Turquie :

5€ ☐

10€ ☐

20€ ☐

.....€ ☐

Je désire participer à la réunion constitutive du comité de parrainage : ☐

NOM :

Prénom :

Adresse :

Téléphone/Courriel